

Les industries de la langue au Canada **Consultation nationale sur les Industries de la langue au Canada**

Dans le cadre de La Stratégie d'innovation du Canada - 19 juillet 2002

Table des matières

- [Sommaire exécutif](#)
- [Introduction](#)
- [La stratégie d'innovation du Canada](#)
- [Les industries de la langue au Canada](#)
- [Conditions structurantes](#)
- [Les recommandations relatives aux industries de la langue](#)
- [Conclusion](#)

Annexes

1. [Définitions des industries de la langue](#)
2. [Démarche de consultation](#)

Sommaire exécutif

Les industries de la langue englobent la rédaction, la traduction, l'interprétation et la terminologie; toutes les technologies langagières (traitement de la parole, reconnaissance et synthèse de la voix); les lieux de formation et de recherche et le traitement automatique de la langue écrite ou parlée. La matière première des industries de la langue est ainsi au cœur des activités humaines et commerciales et devient avec la mondialisation, un des piliers du commerce et de la croissance économique. La taille du marché mondial de la traduction / localisation peut être évaluée à environ 7 milliards de \$ (américains) en 2005. Le Canada avec un marché d'environ 450 millions de \$ (canadiens) occupe près de 4,5% du marché mondial. Ces industries génèrent de l'emploi au Canada pour environ 15 000 personnes.

Au Canada, le bilinguisme est au cœur de la définition même du pays. Les entreprises impliquées dans les industries de la langue ont ainsi grandement bénéficié des politiques fédérales et provinciales en termes de langues officielles.

Toutefois, les industries de la langue sont fragmentées. Bien qu'il y ait des associations professionnelles, des regroupements sectoriels ou géographiques, on ne retrouve pas une structure associative intégrée de tous les secteurs. En ce sens, elles n'ont pas atteint de masse critique qui permettrait de bien les représenter publiquement, économiquement et politiquement. Les entreprises sont de petite taille. Elles n'ont pas un niveau de ventes assez élevé pour investir de façon soutenue en recherche et développement, commercialisation et formation / préparation de la relève. Les industries de la langue au Canada doivent également s'ajuster à un écart grandissant entre la demande et leur capacité à répondre à cette demande. La relève ne permet pas de

comblent les besoins, ici même au Canada, ce qui laisse le champ ouvert aux concurrents mondiaux. Il devient donc impératif pour remédier à cette rareté de ressources humaines que l'on :

- Encourage une utilisation plus grande des technologies langagières, autant dans des activités plus traditionnelles comme la traduction humaine que dans des services à valeur ajoutée comme la localisation et la gestion de documents; et
- Facilite les investissements en recherche et développement pour créer de nouvelles technologies langagières.

Face à ces constats, nous pouvons avancer deux conditions structurantes aux succès de nos recommandations :

- Dans cet univers mondial et hyper concurrentiel, les industries de la langue doivent passer d'un environnement principalement bilingue à un univers global fondamentalement multilingue;
- Les industries de la langue doivent se regrouper et présenter une structure sectorielle intégrée afin de jouer le rôle économique, social et politique qui leur permettrait d'augmenter leur visibilité et leur influence.

La concurrence mondiale et l'incapacité des industries de la langue au Canada de rencontrer ici-même la demande soulève l'urgence de mettre en place les mécanismes qui en favoriseraient l'intégration, le renforcement et éventuellement l'expansion. La forte présence du secteur public en général et du gouvernement du Canada en particulier comme client, concurrent, 'facilitateur' et financier exige également une redéfinition des rôles et un rééquilibrage de l'offre et la demande entre les secteurs privé et public.

Face à ces situations, il devient impératif de :

- Miser sur la formation (multidisciplinaire, multilingue et plus flexible) des ressources humaines – professionnels, chercheurs et formateurs ;
- Préparer la relève en sensibilisant les jeunes aux professions langagières tout en étant plus ouverts aux immigrants, aux étudiants étrangers et aux communautés culturelles établies au Canada ;
- Créer une grappe industrielle, où on pourrait y concentrer les ressources et les expertises provenant des secteurs public, privé, académique et associatif ;
- Faciliter et augmenter le financement à la recherche et développement, tant dans le secteur académique que dans le secteur privé. Les technologies langagières doivent être à la base de tout effort d'expansion de l'offre canadienne pour rencontrer la demande canadienne et mondiale;
- De soutenir au Canada et à l'étranger des efforts majeurs de commercialisation des industries elles-mêmes, des entreprises y étant impliquées, de leurs produits et des fruits de la recherche et développement ; et,
- Revoir le rôle du gouvernement du Canada en particulier et du secteur public en général en ce qui a trait à ses politiques d'achat qui devraient favoriser le secteur

privé, l'acquisition de technologies langagières, le développement de nouvelles technologies et la promotion de projets d'envergure. Les industries de la langue devront de leur côté s'assurer d'être en mesure de combler cette demande de services supplémentaire.

Les industries de la langue doivent mieux se vendre elles-mêmes, mieux mettre en marché leurs entreprises et leurs produits. L'atteinte d'une masse critique pourrait favoriser l'accroissement des investissements nécessaires à leur développement à long terme. Également, des entreprises plus grandes attireraient de nouveaux investissements dans les industries de la langue ou simplement permettraient de protéger la propriété canadienne des entreprises. Les industries de la langue sont des industries actives et cruciales pour l'économie. Elles sont importantes pour le Gouvernement du Canada dans l'atteinte de ses objectifs, entre autres de gouvernement en-ligne et de qualité des langues au niveau de l'Internet. Les industries de la langue sont également au cœur des industries touristiques, de la communication, de la publicité, du secteur manufacturier et des services. Les langues permettent également aux régions de bien se positionner au niveau de la concurrence mondiale pour attirer des entreprises et des sièges sociaux d'organismes internationaux. Renforcer les industries de la langue, c'est donc donner des moyens concurrentiels plus performants à plusieurs secteurs économiques.

L'avenir des industries de la langue au Canada peut être des plus positifs. Il est urgent d'agir pour redresser une situation difficile et pour profiter de la très forte croissance mondiale de la demande pour des services langagiers. Par contre, le soutien du secteur public s'avèrera essentiel au niveau du financement de la recherche et développement, du soutien commercial au Canada et à l'étranger et de la création d'un contexte qui favorise l'émergence d'une grappe industrielle des industries de la langue.

Ce document s'avère l'étape finale d'une série de consultations qui a permis de rencontrer une centaine de représentants des secteurs privé, associatif, académique et public. Mais pour les industries de la langue elles-mêmes et pour Industrie Canada, ce rapport ne peut être qu'une des premières étapes dans la poursuite des activités de renforcement et d'expansion des industries de la langue au Canada.

Sommaire de nos recommandations

Deux conditions structurantes

1. Passage du bilinguisme au multilinguisme
2. Organisation industrielle solide, permanente et représentative des industries

4 DÉFIS (Stratégie d'innovation du Canada)

Recommandations	Savoir	Compétences	Contexte	Collectivités
-----------------	--------	-------------	----------	---------------

Formation	<p>Favoriser le multilinguisme</p> <p>Encourager la 'multidisciplinarité' (traduction – technologie)</p> <p>Faciliter l'accès aux programmes (à distance, formation continue, etc.)</p> <p>Incorporer l'entrepreneurship / commercialisation· Former de nouveaux professeurs et chercheurs</p> <p>Supporter et faciliter l'Intégration au marché du travail (stage, mentorat, etc.)</p>	Mettre en priorité les industries de la langue dans la stratégie nationale de formation	
Relève	<p>Créer des programmes d'études supérieures, principalement en technologie</p> <p>Faciliter l'accès à la formation (Internet, à distance, formation continue, etc.)</p> <p>Sensibiliser les jeunes et les professionnels aux professions de la langue</p> <p>Attirer les membres des communautés culturelles vers les professions</p> <p>Faciliter l'immigration de professionnels, de chercheurs et de formateurs</p> <p>Attirer des étudiants étrangers et les inciter les diplômés à demeurer au pays</p>		
Grappe industrielle	<p>Développer la connaissance des industries (carte routière technologique, étude de marché, recensement de compétences, inventaires des ressources, profils types d'entreprise, etc.)· Intégrer les industries aux programmes existants ('branding Canada', 'highly qualified people', etc.)</p> <p>Évaluer la faisabilité d'une grappe industrielle ('centre d'excellence ou autres appellations / définitions)</p>		
Financement R&D	<p>Établir un fonds de recherche</p> <p>Créer des outils de diffusion des innovations langagières</p> <p>Simplifier l'accès aux sources actuelles (responsabilités claires)</p> <p>Incorporer le volet langagier dans l'application des subventions</p>		
Commercialisation	<p>Mettre en actions une stratégie de 'branding'</p> <p>Établir une vitrine internationale (comme l'industrie du tourisme)</p> <p>Intégrer les industries à la représentation canadienne à l'étranger (ambassades – consulats, promotion internationale, missions internationales)</p> <p>Définir de façon commerciale les industries (comme l'industrie de l'environnement)</p> <p>Établir un fonds de commercialisation</p>		

Le secteur public : client modèle et levier économique pour les industries de la langue			<ul style="list-style-type: none"> · Rééquilibrer l'offre et la demande en utilisant plus et autrement le secteur privé. Favoriser les technologies langagières dans les politiques d'achats. Promouvoir des projets d'envergure nationale
---	--	--	---

Introduction

La langue est au cœur de l'activité humaine. Elle demeure l'expression d'une culture et d'une pensée. Elle est enracinée géographiquement et historiquement. Elle constitue l'un des atouts primordiaux de la communication humaine. Finalement, elle est devenue un facteur lourd de l'économie mondiale, de la communication assistée, de la production et de la commercialisation de biens et de services.

Dans un contexte de mondialisation, la langue devient essentielle à tout échange.

Les entreprises impliquées dans les industries de la langue ont grandement bénéficié des politiques fédérales et provinciales en termes de langues officielles. Mais graduellement, justement dans un contexte de mondialisation, mais également dans un contexte de multiculturalisme, les industries de la langue évoluent graduellement d'un univers de bilinguisme à une scène nationale et internationale fondamentalement multilingue.

Les industries de la langue sont devenues des industries actives, importantes pour l'économie et employant plusieurs Canadiens. Elles forment comme tel un secteur d'activités économiques important. Elles sont également importantes pour le gouvernement du Canada dans l'atteinte de ses objectifs, entre autres de gouvernement en-ligne et de qualité des langues au niveau de l'Internet.

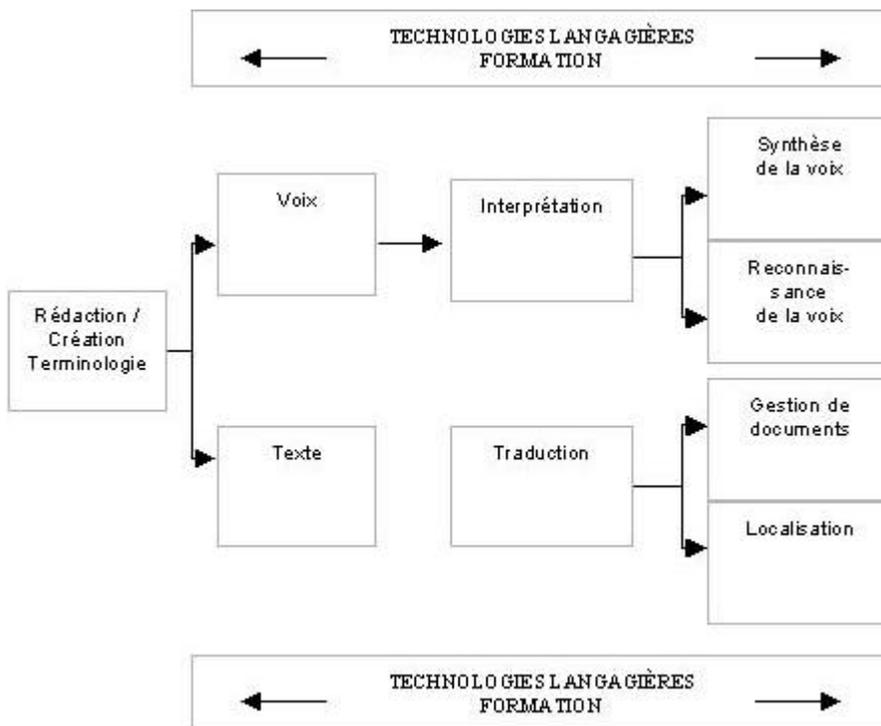
Les industries de la langue sont également au cœur des industries touristiques, de la communication, de la publicité, du secteur manufacturier (par exemple les secteurs de l'automobile, du pharmaceutique et de l'aéronautique vendant leurs produits sur une base mondiale) et des services (la formation à distance par exemple). Les langues permettent également aux régions de bien se positionner au niveau mondial (au récent sommet de Montréal on a émis la volonté de positionner la ville comme plaque-tournante mondiale au niveau de la traduction et des communications multilingues). Renforcer les industries de la langue, c'est donc donner des moyens concurrentiels plus performants à plusieurs secteurs économiques.

Pour les fins de nos travaux, les industries de la langue englobent la rédaction, la traduction et l'interprétation, la terminologie; toutes les technologies langagières (traitement de la parole, reconnaissance et synthèse de la voix); les lieux de formation et de recherche (les universités, instituts et écoles) et le traitement automatique de la langue écrite ou parlée (traduction et interprétation, localisation, archivage, gestion documentaire, systèmes d'appui à l'écoute ou à la parole, etc.)¹.

On pourrait schématiser la chaîne de valeur des industries de la langue de la façon suivante² :

¹ L'annexe 1 présente plusieurs définitions des industries de la langue.

² Suite à un commentaire de Monsieur Ted Hill, de l'entreprise Speechworks.



Dans le cadre de la Stratégie d'innovation du Canada, une série de consultations avec les intervenants des secteurs privé, académique, associatif et public, directement impliqués dans les industries de la langue, a été conduite entre les mois d'avril et de juin 2002. L'annexe 2 présente la démarche complète de ces consultations. Une première série de rencontres avec des représentants de la fonction publique fédérale et une table ronde avec des entrepreneurs des régions de Montréal et d'Ottawa ont permis de préparer les outils nécessaires pour la tenue d'un symposium des industries de la langue. Ce symposium s'est tenu à Montréal le 9 mai 2002 et a regroupé quatre-vingt-douze participants qui ont discuté des grands défis qui touchent leurs industries et des moyens d'actions à mettre en place pour les relever.

Les résultats de ce symposium ont par la suite été validés et de nouvelles opinions ont été obtenues lors de consultations téléphoniques avec des participants à travers le pays et lors d'une rencontre à Montréal. Ceci nous a permis de prendre en considération les préoccupations de professionnels de toutes les régions du pays. Finalement, une 'table ronde' élargie, s'est tenue le 14 juin 2002 avec des représentants des secteurs privé, associatif, académique et public afin de conclure la cueillette d'information auprès des intervenants des industries de la langue. C'est donc une centaine de personnes (l'annexe 5 présente la liste des personnes consultées) qui a pu participer à nos consultations.

L'objectif ultime de ces consultations consiste à identifier les grands axes de développement pour les industries de la langue dans un contexte d'innovation. En effet, dans la Stratégie d'innovation du Canada, quatre grands défis ont été identifiés. Nous avons donc voulu savoir comment ils prenaient forme dans les industries de la langue et

quels étaient les moyens que ces industries pouvaient mettre en place, avec le soutien du gouvernement, pour les relever.

Ce document présente donc les résultats de ces consultations. Sa structure respectera le plus fidèlement possible les quatre défis énoncés dans la Stratégie d'innovation du Canada.

Ce document s'avère l'étape finale de nos consultations. Mais pour les industries de la langue elles-mêmes et pour Industrie Canada, ce rapport ne peut être qu'une des premières étapes dans la poursuite des activités de renforcement et d'expansion des industries de la langue au Canada. Déjà dans la foulée des consultations, des rencontres sectorielles ont été tenues ou sont prévues³ pour mettre en place des structures qui pourraient favoriser l'émergence de regroupement ou d'association. Nous espérons que ces consultations et ce rapport pourront faciliter l'émergence d'une nouvelle dynamique sectorielle.

³ Le 15 juin le Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction s'est réuni et a décidé de former un Conseil national des ressources humaines. Ce conseil a pour but de développer une stratégie et des moyens d'action visant à résoudre les problèmes de ressources humaines identifiés au cours de nos consultations. Une demande de financement sera faite au ministère du Développement ressources humaines Canada pour appuyer le conseil et ses initiatives.

La stratégie d'innovation du Canada

Les données de l'OCDE démontrent clairement qu'il y a un lien entre l'innovation et la richesse d'une nation⁴. En plus, l'innovation a un impact important à tous les niveaux de notre existence. Que ce soit pour améliorer notre qualité de vie, notre niveau de vie et la position concurrentielle de nos entreprises, le Canada se doit d'être innovateur.

⁴ On retrouve en Annexe 3, la présentation sur la Stratégie d'innovation du Canada que Monsieur Lucien Bradet a livrée lors du symposium du 9 mai 2002.

En ce sens, la qualité et le niveau de vie des Canadiens sont parmi les plus élevés au monde. Mais face à notre principal concurrent et partenaire, les États-Unis, il se creuse un écart au niveau des revenus par habitant et au niveau de la productivité des entreprises. Également, face aux autres pays du G7, le Canada est près de la dernière position pour la performance en matière d'innovation.

Au cours des dernières années, des améliorations majeures à la situation économique du pays, l'élan donné à l'économie du savoir, les initiatives en formation et éducation et les investissements en recherche et développement ont permis de combler en partie ce retard. Mais il reste encore du chemin à parcourir. La Stratégie d'innovation du Canada vise à poursuivre ce rattrapage.

Le savoir et les compétences sont les facteurs clés de cette stratégie. Mais le gouvernement ne peut agir seul dans la mise en application de cette stratégie. Le secteur privé en est le pilier et les pouvoirs publics et les universités devront y assumer des rôles importants. Quatre grands défis sont posés au Canada en matière d'innovation :



Selon ces quatre défis, on peut constater que l'innovation est au cœur de l'avenir des industries de la langue au Canada. Ces industries évoluent dans un cadre concurrentiel mondial, dont la croissance est essentiellement fonction de l'expansion de la mondialisation des échanges. De plus, les industries de la langue sont fondées sur le savoir de ses professionnels et conséquemment dépendent grandement de la création et de la diffusion des connaissances. L'innovation est un facteur critique de succès dans les secteurs économiques basés sur le savoir et en forte croissance sur les marchés mondiaux, comme c'est le cas des industries de la langue. Par le fait même, il devient donc essentiel de positionner les industries de la langue dans les priorités du gouvernement en matière de stratégie d'innovation.

Les industries de la langue au Canada⁵

On en arrive à la création et à l'expansion d'une industrie mondiale. La demande est en forte croissance, surtout dans les domaines de la localisation – traduction et des technologies langagières. La concurrence est également devenue mondiale, que l'on songe à la part de marché qu'a pu prendre un pays comme l'Irlande ou au phénomène des bureaux de traduction qui ne font que gérer des projets en distribuant les mandats à des sous-traitants répartis à travers la planète. Au Canada, on remarque que l'offre de services est très fragmentée en termes d'entreprises (des PME et travailleurs autonomes) et en termes de produits (produits de commodité, vendus à la pièce, sans intégration). La relève ne permet pas non plus de combler l'écart grandissant entre l'offre et la demande⁶. Conséquemment, sur une base mondiale, la position relative du Canada s'effrite et requiert des actions correctrices urgentes. Plusieurs commentaires laissent constater que les industries de la langue demeurent fragiles, et que leur situation se compare beaucoup à ce que l'industrie de l'environnement vivait au début des années 1980. Parmi les autres constats, il y a :

⁵ On retrouve en Annexe 4, la présentation de Madame Thérèse Paquet-Sévigny, dans le cadre du symposium du 9 mai 2002.

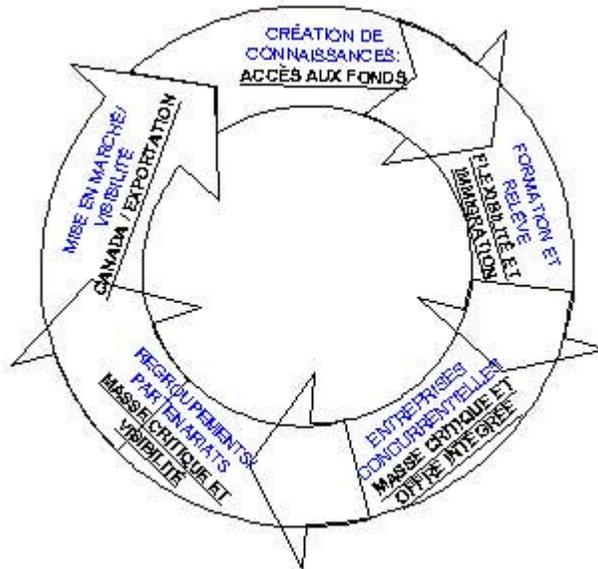
⁶ Selon plusieurs indicateurs, cette pénurie de relève, en traduction principalement, semble être mondiale.

Tableau 1 : Constats généraux portant sur les industries de la langue	
Constats	Comment cela se manifeste-t-il ?

<p>Fragmentation</p>	<p>Au niveau associatif : peu de permanence associative ; aucune association des industries ; plusieurs tentatives de regroupements sectoriels. Les industries n'ont donc pas la masse critique pour établir une position politique, économique et sociale solide.</p> <p>Au niveau de l'offre : travailleurs autonomes, petites et moyennes entreprises souvent isolés. Industries souvent virtuelles.</p> <p>Au niveau du produit : produits vendus à la pièce, sans intégration, quand les grands clients recherchent un guichet unique et quand la concurrence a 'packagé' son offre (localisation).</p> <p>Au niveau de la demande : le gouvernement du Canada demeure le gros client des industries de la langue et en même temps un très grand fournisseur de services. Il existe peu d'autres clients à fort volume qui pourrait permettre l'atteinte de masse critique pour les entreprises.</p> <p>Au niveau des partenariats : sans concertation et sans regroupement formel, il devient plus difficile de créer les partenariats nécessaires à la R&D, la formation multidisciplinaire et la mise en marché.</p>
<p>Faible Visibilité</p>	<p>La relève : parce que peu connues et reconnues, les industries doivent mieux se vendre auprès des jeunes pour les attirer vers ses professions.</p> <p>L'influence politique : la faiblesse associative ne permet pas de jouer un rôle d'influence dans l'établissement des politiques gouvernementales et dans les préoccupations de mise en marché du Canada à l'étranger.</p> <p>Aucune locomotive pour l'industrie : on peut difficilement mettre de l'avant des succès d'entreprises ou de produits ou créer une vitrine pour les industries de la langue, tant au Canada qu'à l'étranger.</p>
<p>Création des connaissances</p>	<p>Financement inadéquat de la R&D : que ce soit sous forme de subventions ou de crédits d'impôts, les centres de recherche, le milieu académique et les entreprises souffrent d'un manque de support financier. Cela affecte la création et le transfert de connaissances, la création et la commercialisation de produits viables. L'impact de ce sous-financement se fait également sentir au niveau de la formation et de la relève.</p> <p>Un accès difficile aux sources de fonds : les organismes qui financent la R&D pour ces industries semblent se renvoyer la balle et souvent les demandent tombent entre deux responsabilités. De plus, l'aspect langagier (par rapport à l'aspect technique) des projets ne reçoit pas de support.</p> <p>La protection intellectuelle des connaissances : tant dans la création que dans l'application de lois et règlements doit être renforcée pour assurer la pérennité des produits et des entreprises.</p>
<p>Formation et relève</p>	<p>Les programmes de formation : on ne produit pas assez de diplômés, la formation est en fonction du bilinguisme, très peu de formation multidisciplinaire (technologies langagières), programmes universitaires abandonnés. On ne doit pas négliger non plus la formation des formateurs, où les industries voient un sérieux déficit en nombre et en qualité.</p> <p>L'innovation en formation : peu ou pas de formation à distance, par Internet, par des programmes de formation continue, etc. Ceci ne favorise pas la formation continue des professionnels.</p> <p>La structure d'accueil dans les entreprises : les gradués ont difficilement accès au mentorat, au stage en entreprise et à des mesures d'intégration au marché du travail.</p>

L'étranger comme source de professionnels et de formateurs : les mécanismes liés à l'immigration et à l'accueil des étudiants étrangers devraient être revus pour faciliter l'obtention de visa et pour simplifier l'apport professionnel de ces nouveaux arrivants.

Que ce soit en termes de financement, de flexibilité, de formation ou de mise en commun, le flux des activités dans les industries de la langue se retrouve souvent interrompus :



Si on examine les principaux constats, mais en fonction des quatre grands secteurs composant les industries de la langue au Canada, ceux-ci renforcent la notion de fragmentation, de besoin de préparation de la relève et de besoin de mieux mettre en marché les produits des industries.

La traduction : une industrie fragmentée et un écart grandissant entre l'offre et la demande

- *PME / travailleurs autonomes
- *Concentration géographique (Ontario, Québec et Colombie Britannique)
- *Concentration linguistique (bilinguisme)
- *Très peu de nouveaux traducteurs sont formés
- *Produit devient une commodité, vendu à la pièce, sans intégration
- *La localisation et les technologies langagières comme avenues de développement (valeur ajoutée)

La formation linguistique: jeune et en pleine croissance

- *2/3 sont des entreprises privées
- *50% ont moins de 10 ans
- *Concentration linguistique (bilinguisme)
- *Demande et concurrence internationales
- *Doit positionner et vendre le Canada aux étudiants étrangers
- *De plus en plus technologique
- *Offre de services débordant de la formation: hébergement, tourisme, etc.

Les technologies langagières: le défi de l'intégration avec la traduction et un besoin de fonds en R&D

- *Moyen essentiel de combler l'écart entre l'offre et la demande
- *Essentielle aux nouveaux produits
- *Difficulté de mettre en commun avec les professionnels en traduction
- *Transfert difficile des connaissances au secteur privé
- *La R&D n'est pas exclusive au milieu académique; les entreprises ayant besoin de support également

La gestion de document: aider les entreprises à gérer leurs connaissances

- *Demande sur une base mondiale correspondant aux opérations des entreprises
- *Demande pour plusieurs langues
- *Recherche de guichet unique
- *Défi linguistique et technologique
- *Contrats à fort volume
- *Concurrence mondiale

En conclusion, le potentiel d'affaires existe tant au Canada qu'à l'étranger. La compétence canadienne permet de compter sur des bases existantes, mais qui doivent être solidifiées. Les industries de la langue au Canada ont des ressources à bâtir, des ponts à établir et une structure à se donner.

Les prochaines sections nous permettront d'émettre des recommandations en fonction des quatre grands défis que l'on retrouve dans la Stratégie d'innovation du Canada.

Mais tout d'abord, il y a deux conditions structurantes, qui transcendent l'ensemble des défis et qui sont en fait des conditions préalables, presque sine qua non à l'ensemble de nos recommandations.

Conditions structurantes

Deux éléments apparaissent comme des conditions préalables à l'expansion des industries de la langue au Canada. Ces conditions structurantes doivent être en place avant que l'on puisse relever les défis mentionnés plus loin et avant que les recommandations qui en découlent puissent avoir leur impact réel.

Du bilinguisme au multilinguisme

Tous les intervenants reconnaissent d'emblée que les politiques des différents gouvernements en matière de langue ont favorisé l'émergence et l'expansion de certains secteurs des industries de la langue. Le bilinguisme officiel a créé des opportunités d'affaires importantes directement pour les traducteurs, les interprètes et les formateurs et indirectement dans les secteurs des technologies langagières et de la gestion des documents. Ce bilinguisme explique également la concentration géographique de certains secteurs d'activités.

Avec les années, bien que le bilinguisme demeure important, la démographie canadienne (multiculturelle et multilingue), la concurrence internationale, mais surtout la demande mondiale pour les services langagiers ont grandement changé. Ce phénomène est de plus en plus évident par exemple sur la côte ouest, où les langues asiatiques doivent faire partie de l'expertise qu'une entreprise offre à ses clients. Au Québec, la même remarque s'applique à l'espagnol, surtout dans le contexte de l'ALÉNA. Pour plusieurs entreprises, les deux langues officielles ne représentent pas la moitié de leurs chiffres d'affaires.

On se doit donc de passer maintenant d'un univers fondé essentiellement sur le bilinguisme à un environnement mondial multilingue.

Ce changement a des implications importantes et ce à plusieurs niveaux. La formation (programme, stage, professeurs - formateurs) devra s'adapter à cette nouvelle réalité. La préparation de la relève devra miser sur des diplômés avec des compétences élargies, mais également sur des étudiants étrangers et des immigrants ainsi que sur les membres des communautés culturelles. Dans ce dernier cas, on devra s'assurer que les programmes de formation universitaire ne cantonnent pas les étudiants dans un moule anglais – français uniquement. Les outils langagiers et les technologies utilisées dans les industries de la langue devront permettre l'intégration de langues autres que l'anglais et le français.

Parmi les moyens d'actions qui pourraient être examinés, on peut émettre les points suivants :

- S'assurer que les secteurs publics (de tous niveaux) encouragent la qualité des deux langues officielles dans leurs communications, et également créent graduellement un contexte dans lequel d'autres langues puissent obtenir une plus grande présence;

- Évaluer la pertinence d'émettre des crédits d'impôts qui permettent de récupérer les investissements dans l'ajout de langues dans les communications / dans un site Web d'une entreprise;
- Développer les outils de commercialisation / une vitrine commerciale qui permettraient de positionner le Canada à travers le monde comme une plaque-tournante de travail multilingue;
- Supporter financièrement et en termes de logistique, la création de programmes de formation multidisciplinaires et multilingues, sous formes de formation à distance, d'Institut national des langues, de programmes concentrés régionalement ou autres;
- Évaluer les programmes d'immigration et de recrutement d'étudiants étrangers qui favoriseraient leur apport en termes d'expertise langagière et créeraient une source importante de transfert de connaissances (chercheurs, formateurs).

Le multilinguisme représente un élément clé d'une offre de services intégrés – à valeur ajoutée, dans un cadre de guichet unique, qui permettrait aux entreprises d'ici de relever le défi posé par les mandats mondiaux à fort volume.

Une organisation sectorielle solide et permanente

Déjà nous avons soulevé la fragmentation des industries de la langue, leur manque de visibilité et conséquemment un faible poids politique. De façon générale, les divers intervenants rencontrés soulignent l'importance de saisir l'occasion qu'offre la Stratégie d'innovation du Canada pour se créer une structure et une organisation sectorielle, qui permettra d'augmenter la visibilité des industries de la langue auprès du gouvernement et auprès du public en général et de se donner des moyens pour mieux travailler ensemble.

Mais il n'en demeure pas moins que les différents secteurs composant les industries de la langue n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, de mettre en commun des initiatives et ne se donnent pas les occasions de partager leurs expériences. Cette organisation sectorielle est essentielle si les industries veulent occuper une place importante dans les politiques gouvernementales ou si elles veulent se donner une visibilité commerciale au Canada. Elle est également importante dans un cadre de concertation, où les gouvernements voulant soutenir les industries de la langue, ne peuvent pas transiger avec plusieurs entreprises ou même quelques associations sectorielles. Le partenaire des gouvernements se doit de représenter les industries de la langue; il doit être solide et assurer une certaine continuité et même permanence dans ses opérations. Tous les intervenants comprennent que la création d'une telle organisation doit venir des industries elles-mêmes. Par contre, on souligne les actions suivantes qui pourraient, si mises en place par Industrie Canada, faciliter la création de l'organisation :

- Établir un mécanisme de communication qui faciliterait les contacts entre les différents intervenants. Ceci peut prendre la forme d'une liste d'adresses de courrier électronique des différents intervenants et des associations régionales et professionnelles, d'une page dans Strategis ou la création d'un Intranet;
- Agir comme point de chute et de distribution de l'information en ce qui a trait aux initiatives régionales ou sectorielles;

- Dégager un budget qui favoriserait la mise en commun de ces efforts de regroupement.

Les recommandations relatives aux industries de la langue

Le tableau suivant résume les différentes recommandations que nous ferons dans les prochaines sections concernant les quatre défis énoncés dans la Stratégie d'innovation du Canada.

Recommandations	Savoir	Compétences	Contexte	Collectivités
Formation des ressources humaines	X	X		
Préparation de la relève	X	X	X	
Le gouvernement comme client modèle			X	
Grappe industrielle des industries des langues	X	X	X	X
Financement de la R&D	X	X		
Soutien à la commercialisation	X	X	X	X

La formation des ressources humaines

L'avenir et l'expansion des industries de la langue reposent prioritairement sur les ressources humaines, leur formation, leur expertise et les outils dont elles disposent. Ce défi est donc au cœur des préoccupations de tous les intervenants rencontrés. Comme nous l'avons dit auparavant, le contexte mondial a grandement changé et la formation doit s'adapter à cette nouvelle réalité, plus technologique, concurrentielle et entrepreneuriale :

Au niveau des contenus	Au niveau des formats
Multilinguisme Programme multidisciplinaire Technologies langagières Entrepreneurship Commercialisation Gestion de l'innovation et transfert technologique Formation des formateurs	Programmes de deuxième cycle (technologie) Formation à distance Formation par Internet Formation continue Programme d'intégration au travail / structure d'accueil en entreprise Maillage et partenariat Stage et 'mentorat'

Les trois éléments clés de ce nouveau contexte sont la 'multidisciplinarité' (technologies langagières), le multilinguisme et la flexibilité de la formation. Plusieurs mentionnent également l'importance de former des formateurs, car comme dans plusieurs secteurs, on commence déjà à vivre une pénurie de formateurs.

Au niveau de la formation, nous pouvons émettre les recommandations suivantes :

- Les industries de la langue doivent établir des profils de compétence permettant de définir les besoins de formation et ensuite les proposer au milieu académique et au secteur privé pour adapter les programmes de formation aux nouvelles réalités du marché (multilingue, multidisciplinaire, flexibilité);
- Le gouvernement devra encourager et faciliter la présence d'étudiants étrangers dans les secteurs des industries de langue, créant ainsi une demande plus

grande pour certains programmes existants ou une demande qui permettrait de rétablir certains programmes abandonnés;

- Les industries de la langue devraient être inscrites comme prioritaires dans les stratégies gouvernementales en termes de formation; et,
- Les industries, en support avec les milieux public et privé doivent mettre sur pieds des partenariats favorisant les stages, le 'mentorat' et l'intégration au milieu du travail.

La préparation de la relève

La préparation de la relève demeure le défi le plus urgent des industries. Les développements des technologies permettront en partie seulement de combler les écarts entre l'offre et la demande, mais on aura toujours besoin de plus de professionnels, de chercheurs et de formateurs.

Dans un premier temps, une plus grande visibilité des industries de la langue permettra d'en valoriser les titres professionnels (on doit dire que plusieurs professionnels travaillant dans l'industrie n'ont pas nécessairement les certifications et la formation requises) mais surtout de créer un attrait pour ces professions chez les jeunes, dont plusieurs ont étudié dans les deux langues. Mais on doit également sensibiliser les professionnels déjà dans les industries à l'importance du perfectionnement, surtout en technologies langagières (programme de soir, deuxième cycle, formation / stage en entreprise).

La relève passe également par l'accueil d'immigrants (multilinguisme) et d'étudiants étrangers. Au niveau gouvernemental, on devra s'assurer d'une certaine flexibilité dans l'obtention de visas pour les candidats de qualité.

Nous pouvons donc recommander les actions suivantes :

- Les industries de la langue doivent organiser des campagnes intégrées de sensibilisation aux professions langagières auprès des professionnels des industries et auprès des jeunes en général et auprès de ceux qui ont étudié les deux langues afin de les attirer vers ces secteurs d'activités;
- Au niveau académique, on devra promouvoir les études supérieures et multidisciplinaires afin de produire des spécialistes, des formateurs et des chercheurs;
- Au niveau académique, on devra mettre en place des moyens innovateurs de formation qui permettent d'en augmenter la flexibilité et l'attrait pour les professionnels, déjà sur le marché du travail;
- Le gouvernement devra faciliter l'immigration de professionnels des industries de la langue qui permettraient de combler les besoins en ressources humaines et les déficiences au niveau des langues et des technologies;
- Le gouvernement devra encourager et faciliter la fréquentation des programmes langagiers au Canada de la part d'étudiants étrangers et des membres des communautés culturelles.

La création d'une grappe industrielle des industries de la langue

Que ce soit sous forme de centres d'excellence, centres d'innovation, centres technologique ou instituts de la langue, il apparaît nécessaire de créer des pôles d'expertise et de ressources exclusivement dédiés aux industries de la langue. Ces pôles se devraient de couvrir les principales concentrations géographiques et sectorielles des industries de la langue. De plus, ils devraient capitaliser sur les ressources déjà en place que ce soit au niveau des centres de recherche ou des regroupements. Les représentants consultés veulent absolument éviter d'autres investissements en 'bâtiments et structures'.

Cette grappe industrielle représenterait un point de concentration de ressources humaines (on pourrait y jumeler le projet de 'highly qualified people' que le gouvernement du Canada est à définir), d'expertise, de recherche et développement et de formation. Les clients, les partenaires et les fournisseurs pourraient s'y rencontrer pour y trouver les ressources nécessaires pour améliorer la performance des industries.

Elle pourrait agir en soutien à la formation et à la préparation de la relève : programmes spécialisés, formation de haut niveau, stage, 'mentorat', etc. Cette grappe pourrait également représenter un centre d'information sur et pour les industries de la langue : veille technologique, banc d'essai technologique, carte routière technologique, étude de marché, catalogue / inventaire de ressources disponibles, profils de compétences.

Une grappe industrielle pourrait aussi permettre de concentrer des ressources financières, technologiques et humaines pour travailler à des projets mobilisateurs, d'envergure nationale impliquant les industries de la langue. On pourrait y simplifier l'accès au financement (subventions, crédits d'impôts).

Finalement, on ne peut sous-estimer le rôle d'une telle concentration au niveau de la commercialisation des industries de la langue, des entreprises et de leurs produits. Une telle grappe pourrait faire connaître les succès des industries; agir comme source de visibilité et de mise en marché pour sensibiliser les jeunes aux professions et pour inciter les clients du secteur privé à faire affaires avec les entreprises canadiennes et représenter une vitrine internationale intéressante pour vendre les industries de la langue à l'étranger.

La grappe industrielle des industries de la langue agirait comme complément idéal à la redéfinition du rôle du gouvernement du Canada, dans l'atteinte d'une certaine masse critique pour les industries de la langue et de certaines entreprises. Comme nous le verrons plus loin, des efforts de commercialisation devront quand même jouer un rôle important également.

Nos recommandations face à la grappe industrielle des industries de la langue sont :

- Procéder à diverses études et analyses sur les industries de la langue :
 - Carte routière technologique
 - Inventaire des ressources et des technologies
 - Études de marché
 - Profils types et modèles visés d'entreprises dans les industries de la langue

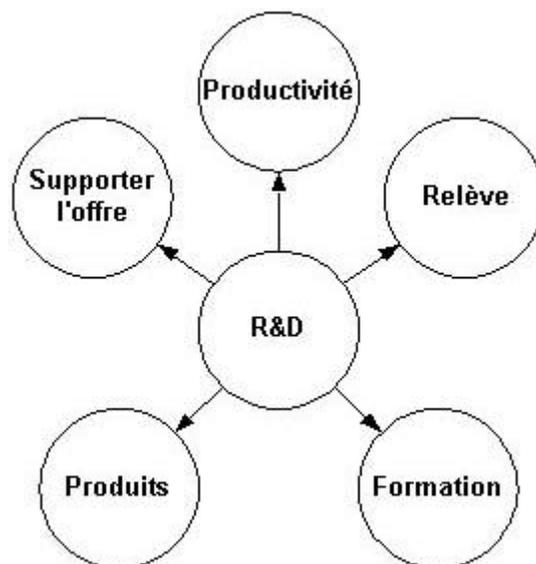
- Intégrer les industries de la langue à des programmes déjà en place ou en développement au gouvernement du Canada : 'highly qualified people', 'Branding Canada', etc.
- Évaluer avec les industries de la langue, le potentiel, la structure et le fonctionnement d'une grappe industrielle des industries de la langue.

Le financement de la recherche et développement

Les technologies langagières sont ou devraient être omniprésentes. Elles permettent de développer de nouvelles connaissances, qui seront à la base de la formation des ressources humaines et de la préparation de la relève. Elles sont également fondamentales à la création de nouvelles applications qui supportent les professionnels de l'industrie et au développement de nouveaux produits. Mais elles prennent également leur importance dans le contexte où les outils langagiers peuvent permettre de combler en partie l'écart entre l'offre et la demande.

D'autres défis technologiques touchent les industries de la langue :

- L'utilisation de l'approvisionnement électronique ('e-procurement') de la part des grands clients, accentue le phénomène de concurrence mondiale et nécessite un nouveau mode de fonctionnement dans l'industrie;
- Le transfert des connaissances et des produits des centres de recherche vers les entreprises privées est souvent difficile ;
- La mise en marché des applications technologiques ne se fait pas facilement, par manque de ressources humaines et financières et par manque d'expertise en commercialisation; et,
- Le potentiel des applications n'est pas évalué de façon complète – on croit 'passer à côté de certaines occasions d'affaires'.



On doit encore souligner que les logiciels liés au traitement linguistique (ou les technologies langagières) sont la clé à l'expansion des industries de la langue que ce soit en termes de produits (traduction automatisée, localisation, gestion documentaires, etc.), de connaissances (création, diffusion), d'efficacité de travail ou de renforcement de l'offre (combler le manque de ressources).

Les principales recommandations que nous pouvons faire à ce stade-ci :

- Simplifier l'accès au financement de la R&D dans le secteur langagier en :
 - Précisant le rôle des organismes qui subventionnent;
 - Définissant des règles d'attribution qui incluent le volet langagier tout autant que le volet technologique;
- Examiner avec les industries et divers partenaires privé - public, la possibilité de créer un fonds de recherche en technologies langagières, qui supporterait la recherche et développement, le transfert des connaissances et la commercialisation des produits de la recherche;
- Mettre en place au sein des industries de la langue les outils de diffusion de l'information (bulletin, communiqués ou autres) ou utiliser ceux qui existent déjà dans les milieux public, privé et académique qui feraient connaître les développements technologiques et les innovations.

Le soutien à la commercialisation

Pour se développer, les industries de la langue doivent compter sur des entreprises solides et ayant atteint une certaine masse critique en termes de revenus. Cette masse critique permettrait par la suite d'investir en recherche et développement, en formation et en commercialisation, ce qui bien entendu augmenterait la taille des entreprises. Il est donc clair que des efforts de commercialisation au Canada, mais également à l'étranger, sont requis pour atteindre cette masse critique. La recherche et développement subit également les effets d'un manque de ressources et d'expertise au niveau de la commercialisation de sa production.

Les industries de la langue se mettent peu en marché elles-mêmes. On a déjà soulevé l'importance de la visibilité pour attirer la relève et pour sensibiliser le secteur privé.

Souvent à l'étranger, l'expertise canadienne au niveau langagier n'est pas reconnue. Des entreprises de technologies langagières ou de formation linguistique ont à établir la crédibilité canadienne avant même de tenter d'établir la crédibilité de leur propre entreprise. Également à l'étranger, les industries de la langue n'ont pas de vitrine ou de 'branding', comme par exemple on en retrouve au niveau du tourisme.

Face à l'importance de la commercialisation, nous recommandons,

- Définir plus clairement et plus commercialement les industries de la langue; adopter une stratégie de mise en marché ('branding') pour les industries;
- Examiner le potentiel de créer un fonds de commercialisation qui supporterait la mise en marché des produits et des entreprises des industries de la langue;

- Sensibiliser les représentants du Canada à l'étranger pour qu'ils fassent la promotion des industries de la langue canadiennes;
- Intégrer les industries de la langue aux activités de promotion internationale du Canada.

Le secteur public : client modèle et levier économique pour les industries de la langue

Les industries de la langue sont grandement tributaires du contexte réglementaire et commercial et ce à plusieurs niveaux. Mais c'est dans la relation entre l'entreprise privée et le gouvernement du Canada que l'on retrouve le plus de zone grise. En effet, le secteur public agit en soutien financier, comme 'facilitateur', comme client et même comme fournisseur de services.

Selon plusieurs, il devient impératif de revoir la relation entre le gouvernement du Canada, principalement dans les secteurs de la traduction et de la formation linguistique, et le secteur privé. Le gouvernement du Canada représente le plus gros client du secteur de la traduction. Mais, il est également un important fournisseur de services.

Le gouvernement du Canada pourrait par ses politiques d'achat de produits et services favorisant le secteur privé et les outils langagiers, générer encore plus de volume pour les entreprises canadiennes au niveau de la traduction, mais aussi au niveau des technologies langagières et de la formation linguistique.

Ces contrats à fort volume et un nouveau type de partenariat pourraient permettre aux entreprises d'atteindre une certaine masse critique essentielle aux investissements en formation, en recherche et développement et en commercialisation. On ne peut pas non plus négliger l'effet d'entraînement que ce changement de comportement et sa mise en évidence dans le public aurait sur le secteur privé et sur les clients qui pourraient générer des contrats à fort volume au Canada même.

Les responsabilités du gouvernement du Canada comme client modèle se manifeste également au niveau de projets d'envergure comme le 'gouvernement en direct' et comme promoteur de la qualité de la langue sur Internet.

Face à cette situation, notre recommandation porte essentiellement sur un examen de l'équilibre de marché entre ce que le gouvernement du Canada en particulier et le secteur public en général peut assigner au secteur privé en termes de contrat à fort volume. On devra donc ré-examiner les politiques d'achat du gouvernement en termes de services de traduction et de formation et de produits et outils langagiers.

Conclusion

Les défis posés par l'innovation sont au cœur des préoccupations que vivent les industries de la langue. Formation, relève, recherche et développement et commercialisation sont des enjeux majeurs et urgents pour les industries et les entreprises y étant impliquées.

Les industries de la langue sont fragmentées. Les besoins en termes d'organisation et de structure sont cruciaux. Une organisation sectorielle plus solide permettra d'obtenir une visibilité nécessaire pour stimuler l'intérêt des jeunes pour les professions, pour

sensibiliser les clients à l'importance des industries de la langue et surtout pour agir comme représentant crédible auprès des gouvernements.

Les industries de la langue doivent également évoluer vers un environnement multilingue. Le bilinguisme demeure un élément clé de la demande canadienne. Mais au niveau mondial, en ce qui a trait aux mandats à fort volume, le multilinguisme est essentiel.

L'avenir des industries de la langue au Canada peut être des plus positifs. Par contre, il est urgent d'agir pour redresser une situation difficile et pour profiter de la très forte croissance mondiale de la demande pour des services langagiers, il devient impératif :

- De miser sur la formation (multidisciplinaire, multilingue et plus flexible) des ressources humaines ;
- De préparer la relève en sensibilisant les jeunes aux professions langagières et en étant plus ouverts aux immigrants, aux étudiants étrangers et aux communautés culturelles établies au Canada ;
- De créer une grappe industrielle, où on pourrait y concentrer les ressources et les expertises provenant des secteurs public, privé, académique et associatif ;
- De faciliter et d'augmenter le financement à la recherche et développement, tant dans le secteur académique que dans le secteur privé ;
- De soutenir au Canada et à l'étranger des efforts majeurs de commercialisation des industries elles-mêmes, des entreprises y étant impliquées, de leurs produits et des fruits de la recherche et développement ; et
- De revoir le rôle du gouvernement du Canada en particulier et du secteur public en général en ce qui a trait à ses politiques d'achat (qui devraient favoriser le secteur privé et les technologies langagières) et à la promotion de projets d'envergure. Les industries de la langue devront de leur côté s'assurer d'être en mesure de combler cette demande de services supplémentaires.

Les industries de la langue doivent mieux se vendre et vendre ses entreprises et ses produits. L'atteinte d'une masse critique pourrait permettre également d'investir dans leur développement à long terme. Elles devront agir rapidement pour combler les écarts entre l'offre et la demande, en investissant dans leurs ressources humaines et dans la technologie.

Par contre le soutien du secteur public s'avèrera crucial au niveau du financement de la recherche et développement, du soutien commercial au Canada et à l'étranger et de la création d'un contexte qui favorise l'émergence d'une grappe industrielle des industries de la langue.

Annexe 1

Définitions des industries de la langue

Les industries de la langue englobent tous les éléments du traitement de l'information textuelle, soit écrite ou parlée. Les secteurs incluent :

- La rédaction et la terminologie;

- La traduction (la terminologie, l'interprétation, la localisation, les outils d'aide à la traduction);
- La formation linguistique;
- Les technologies langagières (traitement de la parole, reconnaissance et synthèse de la voix); et,
- La gestion de documents (indexation et abstraction automatique, recherche de documents, réponse aux questions, etc.).

D'autres applications pertinentes incluent l'acheminement des messages, le soutien à la rédaction de textes, l'aide aux personnes souffrant d'incapacités, etc. ⁷

Bien entendu, il peut exister plusieurs autres définitions. Celles qui suivent mettent l'emphase sur les technologies langagières :

'...tous les produits techniques, activités ou services qui appellent un traitement automatique de la langue naturelle'⁸

'Le concept des industries de la langue recouvre...tous les produits du traitement automatique (c'est-à-dire que l'on obtient avec l'aide de l'ordinateur) de la langue écrite ou parlée.'⁹

On pourrait élaborer une définition qui tente de rassembler les éléments de toutes les définitions précédentes :

'Les industries de la langue englobent la rédaction, la traduction et l'interprétation, la terminologie; toutes les technologies langagières (traitement de la parole, reconnaissance et synthèse de la voix); les lieux de formation et de recherche (les universités, instituts et écoles) et le traitement automatique de la langue écrite ou parlée (traduction et interprétation, localisation, archivage, gestion documentaire, systèmes d'appui à l'écoute ou à la parole, etc.)'.¹⁰

Adaptation d'un produit [souvent des logiciels] à une langue et à une culture ciblées.¹¹

⁷ Définition de travail, Industrie Canada.

⁸ André Abbou, 1987, telle que fournie par M. Elliott Macklovitch, Laboratoire RALI, Université de Montréal.

⁹ Bernard Cassen, 1985, telle que fournie par M. Elliott Macklovitch, Laboratoire RALI, Université de Montréal.

¹⁰ Thérèse Paquet-Sévigny, pour les fins de ce rapport.

¹¹ Language international, Vol. 1, numéro 1 (Jan. -fev. 1989) - Termium Plus

Annexe 2

Démarche de consultation

Phase consultative

Rencontres - Fonction publique fédérale (avril - mai 2002)	Rencontre - Secteur privé - Montréal (29 avril 2002)
--	--

Phase de préparation

Constats sur les industries	Guides de discussion
-----------------------------	----------------------

de la langue	
--------------	--

Symposium des industries de la langue (Montréal, 9 mai 2002)

Phase de validation

Entrepreneurs (Montréal, Maritimes, Ouest, Ontario) (5-6 juin 2002)	Comité inter-ministériel* (11 juin 2002)	Table ronde (Privé - Public - Académique - Associatif) (14 juin 2002)
--	---	--

Phase de diffusion

Rencontre sous-ministre délégué, Industrie Canada (Ottawa, 21 juin 2002)	Rapport final (19 juillet 2002)
--	------------------------------------

* *comité de consultation inter-ministérielle sur les industries de la langue*